



Bulletin n° 1024
du 24 AVRIL 2018

Sommaire :

1-2 : EDITO

3 : ACTUALITES DES
UL

4 : ACTUALITES DES
SYNDICATS

5-6 : RETOUR SUR
LES MANIF D'AVRIL

7 : POUR AIDER A
MENER LA BATAILLE

8 ET 9 : MAI 68

10 : CALENDRIER
DES FORMATIONS
et AGENDA

11 : TRACT 1ER MAI

12 : MACIF

ENCART : « LA VRAIE
INFO »

Projet contre projet...

Le Préfet de Savoie a fait honneur à la CGT 73 avec sa visite dans nos locaux le mardi 10 avril 2018. L'occasion d'échanger sur de multiples sujets. L'occasion d'un débat. Au bugne à bugne. Extraits :

L'emploi

« Nos politiques en faveur de l'emploi marquent leurs fruits en 73 : Moins un point en un an ! » (Préfet).

« Ce point est transféré sur la précarité, l'intérim. Comment faire baisser le chômage en cassant l'emploi dans les services publics ? Quelle est la prise en compte par l'Etat de la transition numérique qui risque de supprimer nombre d'emplois dans les usines 73 ? » (CGT)

Les barrages hydro-électriques

« Ils appartiennent toujours à l'Etat. Nous concédons juste leur activité ». (Préfet)

« Pourquoi concéder cette activité à des entreprises type TOTAL ? Entreprises assurant quasiment le monopole de l'activité tellement elles sont puissantes.... Pourquoi privatiser une activité d'intérêt public et général ? » (CGT)

Lyon-Turin

« Le percement du tunnel « Lyon-Turin-Ferroviaire » va créer de 400 à 2 000 emplois. Il permet ainsi de redonner du souffle (économique et environnemental) à cette vallée. Nous avons l'idée de créer « un centre de formation professionnelle ». (Préfet)

« Et le percement des tunnels sous Belledonne et Chartreuse qui permettront aux camions d'éviter la VRU de Chambéry ? Et le contournement de Lyon avec la plate forme multi-modale de Grenay ? Quels trains passeront sous ce tunnel ? Que ceux « rentables » ?

En évoquant la privatisation de notre SNCF, quel avenir par le fret ferroviaire alors que notre département possède encore de nombreuses usines classées SEVESO qui font que les camions sont des véritables « bombes roulantes » ? (CGT)

Aménagement du territoire

« La Savoie peut avoir 100 000 habitants supplémentaires d'ici 20 ans. Nous avons des entreprises qui créent des emplois comme MND à Alpages. Des stations de ski qui investissent ». (Préfet)

Quel aménagement du territoire avec le développement des « lits froids » dans les stations ? Quelle

gestion de l'eau polluée par la fabrication de neige artificielle ? Quel aménagement avec la métropolisation qui fait de notre département une « simple réserve foncière » pour Lyon, Grenoble ou Genève ? (CGT)

Radicalisation

Enfin M. le Préfet a voulu conclure « sur la radicalisation. Ce phénomène qui amène à des conflits de civilisation. Qui touche beaucoup de citoyens de l'école à l'entreprise et qui est fortement prégnante dans certains quartiers ».

La CGT a répondu : « quel est le taux de chômage pour la jeunesse dans certains quartiers ? Quel avenir imagine-t-elle ? Les services publics disparaissent les uns après les autres. Services publics garant de l'intérêt général, du « vivre ensemble ». Oui, les services publics et les entreprises doivent rester laïcs mais ne stigmatisons pas. Eduquons, faisons vivre la tolérance et le « vivre ensemble ».

Suite en page 2 ...



Directeur de Publication : M.
Eric GRANATA

Commission Paritaire n° 12
22 S 07969

Imprimé par nos soins

Prix : 1 €
ISSN 2558-0426

Suite de l'édito en page 1

Enfin la CGT est intervenue « sur la discrimination voire l'acharnement antisyndical, sur les violences policières dans les Facs, dans les manifestations, sur le refus et le mépris à écouter et à prendre en compte toutes propositions alternatives à « l'ultralibéralisme ».

M. le Préfet a simplement répondu « qu'il était là pour faire appliquer les lois ».

Pour conclure, nous avons rappelé que « toute démocratie doit vivre avec la division et le conflit et s'appuyer sur l'art de débattre sans basculer dans la violence. Au XVIIIème siècle, les « grands philosophes » avaient diagnostiqué « qu'une loi tyrannique n'est pas une loi » La loi du marché n'est donc pas la seule . . . ».

Eric Granata
Secrétaire Général

« paroles de cheminots »

Matthieu, secrétaire général du syndicat des cheminots de Chambéry, lors du collectif services publics le 23/04/18 a dit :

Les cheminots sont :

- ✓ conscients que le Gouvernement veut gaver les entreprises privées au détriment des cheminots et des usagers avec ses ordonnances.
- ✓ Conscients, en distribuant des tract et en voyant les soutiens financiers afflués qu'ils ont le soutien de la population.
- ✓ Conscients qu'ils détiennent les suites du mouvement et donc les rênes de l'intersyndicale et de la plate forme revendicative.

Conscients qu'avec leur stratégie de luttes, la grève, au lieu de s'essouffler, dure dans le temps.

Elle permet aussi de garder le contact avec les

autres cheminots. Ainsi, à l'AG de ce 23/04, 15 nouvelles têtes !! De plus, plus la grève dure, plus elle aura des conséquences pour l'entreprise. **Nous pouvons gagner !**



Les cheminots demandent donc aux autres syndicats CGT d'écouter les collègues, de construire avec eux les cahiers de revendication et d'organiser des grèves pour bloquer le maximum de moyens de productions et ainsi satisfaire toutes les revendications !

7,4 %

C'est l'augmentation de salaire sur 30 mois pour 2,3 millions de fonctionnaires allemands. Les apprentis recevront une prime de 100 € et un jour de congé supplémentaire.

C'est le fruit d'une grève de 220 000 salariés qui a entraîné par exemple l'annulation de 800 vols de la Lufthansa.

Rappelons-nous qu'en début d'année, ce sont les métallos qui ont obtenu, par la grève, 4,3 % d'augmentation et une RTT à 28 h par semaine pour les volontaires.

A venir, les négos de branches dans le bâtiment.

Oui, la « grèvitudo » ne touche pas que les salarié(e)s français...

En train c'est mieux qu'en marche !

L'exemple du Fret ferroviaire.

Un train, c'est 55 camions de 32 tonnes. C'est 3,5 fois moins de CO2 dégagé.

Depuis 2006, année de la libéralisation du Fret ferroviaire, c'est 5 000 km de lignes en moins. C'est moins de 10 % des marchandises qui transitent par le rail. C'est 400 gares de triage ou points de dessertes fermées. C'est 10 000 suppressions d'emplois.

Pourquoi n'évoque t-on pas plus ce gâchis humain, industriel, environnemental dans les médias ? Y en a marre de la « pensée unique » !

1^{ER} MAI EN SAVOIE

UGINE :

11 h 45 : prises de parole devant l'ancienne salle des fêtes—chef lieu Vin d'honneur suivi du repas dansant (sur réservation au 04 79 37 23 67 le matin) pour faire la fête...



ALBERTVILLE :

10 H : Rassemblement Place de l'Europe avec prises de parole.
Pot de l'amitié .



CHAMBERY :

10 H : Rassemblement à La Sasson puis Manifestation.

De 12 H à 19 H : Fête au Parc de Buisson Rond : orchestre avec chanteur, concours de pétanque, concours de dessin, château gonflable, tir à l'arc, grillades, frites, glaces, crêpes

Actualités des Syndicats en Savoie

Papillons Blancs à Albertville



Après avoir écouté et débattu avec les collègues, les syndiqué(e)s et les élu(e)s CGT de l'APEI Les Papillons Blanc d'Albertville ont entamé la période des N.A.O. avec conviction et volonté. Hélas un autre syndicat a signé la proposition patronale. Pour montrer leur colère, les salarié(e)s ont fait grève ce 19/04/18 et ils ont manifesté à Albertville.

Pourquoi pas ton syndicat ?

En manifestant à Albertville, « l'UD » a pris rendez-vous avec la section locale « SPIP d'Albertville (Service Pénitentiaire Insertion Probation) pour organiser une réunion des syndiqué(e)s ouverte aux personnels, dont ceux du centre pénitentiaire d'Aiton. N'hésitez pas à contacter l'UD ou vos ULs pour aider à débattre avec vos collègues. Reste plus qu'à l'UD à travailler les propositions revendicatives CGT sur « la justice ».

FAPT SAVOIE

Bureau de Poste de Challes Les Eaux

Grâce à des pétitions signées des milliers de fois, des rassemblements réguliers devant cet établissement, des rencontres avec des élus politiques, le collectif « exigeant un bureau de Poste de pleine compétence avec des larges horaires d'ouverture à Challes Les Eaux » a été reçu par le directeur régional de La Poste.



Guy Fajean, militant CGT et élu d'opposition à la Ville de Chambéry a participé à cette audience : « Nous sommes intervenus en précisant que Challes Les Eaux est un territoire en plein développement démographique, économique et touristique. La Poste rend donc des missions de services publics et elle est aussi « rentable ».

Le directeur, « un vrai trader » selon Guy et le collectif a répondu : « part de marché, coût du travail, clients, rentabilité » Dialogue de sourdet malheureusement la Préfecture n'a pas voulu intervenir en organisant une table ronde. »

SKF TRANSROL

Après le lean-management, la polyvalence des ouvriers sur plusieurs machines (sans plus de salaires....), la multinationale SKF se sépare d'une « division ».

L'usine de Bissy appartient à cette « division ». Pour montrer aux anciens et aux nouveaux propriétaires que les salariés ne se laisseront pas dépouiller de leurs conquits sociaux, ils ont débrayé ce jeudi 19/04 et participer à la manif !





RETOUR SUR LES MANIFS D'AVRIL



4 avril – Chy: première tentative de convergence. 200 manifestants dont des étudiants, des cheminots en inter-syndicale, des territoriaux de Chambéry et des militants interpro.



9 avril : action des cheminots : notons les sourires sur les visages, les différents drapeaux intersyndicaux et la présence de la presse.



9 avril : première AG de luttes chez les cheminots. Au micro se succéderont des camarades de l'énergie, des territoriaux, des étudiants.... La manifestation en direction de la préfecture réunira 250 personnes.



9 avril : Manif de la Cassine à la Préfecture.



17 avril : Bernard Thibault à St Jean de Maurienne captive l'attention de plus de 200 personnes en expliquant que les inégalités ont toujours été source des guerres. La situation actuelle est critique...



19 avril —Chy : les étudiants en tête de la Manif ! "Oui à une société où chacun puisse choisir son orientation professionnelle et puisse accéder à la formation professionnelle ensuite."



19/04-ALBERTVILLE : Manif à Albertville avec 250 personnes devant la gare. En passe de privatisation ? Seules les luttes interpro l'empêcheront !



19/04-ALBERTVILLE : Les militants des ULs, en plus de leur activité dans leurs syndicats, sont sur tous les terrains. Prochaine étape: 1ER MAI à Albertville pour les ULs des territoires de Combe de Savoie, du Val d'Arly Beaufortin et Tarentaise.



19/04 -Chy : les coulisses de nos stands. Merci aux cheminots pour leurs excellents diots (au rouge ou au blanc !) et à leurs désaltérantes bières pression (blonde, brune, génépi et Myrtille). Matthieu, y'a t il des clients qui ont bu le "grand chelem"?



19/04-Chy : Fabrice, SG du syndicat "Mines Energie 73" sur le toit du camion sono de la CGT en train de ranger le matériel.



19/04—Chy : les personnels des EHPAD ne lâchent rien ! C'est bien par les luttes qu'ils obtiendront satisfaction !



19/04- Chy : le rouge CGT domine la manifestation. La convergence des luttes est visible : professeurs, métallos, cheminots, privés d'emplois...

Pour aider à mener la bataille des idées dans la confrontation « Capital / Travail »

« 150 milliards € : Montant annuel du profit dû au travail illégal »

A l'initiative du Mouvement de la Paix et de la CGT 73, Bernard Thibault a présenté son livre « **la 3^{ème} guerre mondiale sera sociale** » à St Jean de Maurienne le mardi 17 avril devant plus de 200 personnes.

Pourquoi ce titre de livre ?

C'est avec cette question que Bernard entame sa conférence : « avec 2,7 millions de morts par an par accidents de travail ou maladies professionnelles, donc plus de morts au « travail » que par la guerre, ce titre nous paraissait évident. Avec mon co-auteur nous avons quand même hésité car la parution du livre, début 2016, correspondait à la période des attentats. » Autres chiffres montrant l'étendu des inégalités dans le monde :

- ✓ 74 % de la population mondiale n'a pas de protection sociale : « tu es malade, tu attends un enfant, tu es trop vieux pour travailler = pas de revenus ! »
- ✓ 50 % des travailleurs n'ont pas de contrat de travail. Ainsi, le chiffre de « 2,7 millions de morts au travail par an » est minoré ...
- ✓ 152 millions d'enfants travaillent malgré plusieurs résolutions internationales.
- ✓ 40 millions de travailleurs sont réduits au rang d'esclaves. Ces deux derniers chiffres rapportent 150 milliards € de profits par an !! Voilà pourquoi, ces deux fléaux ne sont pas plus combattus !!

« Membre de l'O.I.T. : ça sert à quoi ? »

Parallèlement, Bernard revient sur son mandat au Conseil d'Administration de l'Organisation Internationale du Travail (O.I.T.).

L'O.I.T. a été créée en 1919 par tous les pays, sur les ruines de la 1^{ère} Guerre Mondiale et en réponse à la Révolution Bolchévique d'octobre 1917 en Russie.

Malheureusement, elle assiste, impuissante à la montée de la seconde Guerre Mondiale. Son rôle sera réaffirmé en 1944 à la Conférence de Philadelphie. Elle repose sur trois piliers.

1/ Le travail n'est pas une marchandise. Pourquoi alors parler de « coût du travail » de « marché du travail » ??

2/ La pauvreté où qu'elle existe, représente une menace pour la

prospérité de tous. Analyse que la crise capitaliste de 1929 est à l'origine de la montée du nazisme.

3/ Il faut consacrer la primauté des aspects humains et sociaux sur les considérations économiques et financières.

Les quelques chiffres cités, montrent qu'il y a encore du boulot pour consacrer cette primauté et donc pour réduire les inégalités dans le monde !

Bernard a aussi lourdement insisté sur le droit de grève. Seulement 90 pays sur 187 reconnaissent ce droit fondamental aux travailleurs comme aussi le droit syndical !

Ainsi, aux USA, il faut que 50 % des salariés d'une entreprise demandent la création d'une section syndicale. Seule cette section

peut revendiquer des augmentations de salaires ou la création d'une mutuelle d'entreprise. Si le patron, sous la pression des salariés, accepte les revendications, celles-ci ne s'appliqueront qu'aux syndiqué(e)s ! ! C'est-à-dire pas beaucoup car la durée moyenne d'un(e) salarié(e) syndiqué(e) à l'entreprise est de ... 3 mois !! En effet, le patronat américain n'est pas obligé de respecter la convention 158 de l'O.I.T. qui impose un motif, une clause à un licenciement.

En France, les ordonnances Macron se rapprochent de ce déni de justice. Rajoutons que des députés LR viennent de déposer un projet de loi « pour encadrer le droit de grève »...

« Dans le privé il faudra déposer un préavis de grève de 10 jours francs avant. L'employeur pourra organiser un référendum des salariés pour leur demander leur accord avec le préavis ... »

Ils comptent aussi interdire les grèves dites politiques

La France futur pays sans le droit de grève ?

L'internationalisme, valeur fondamentale de la CGT, qui est à mettre en œuvre tous les jours car le racisme est un poison qui gangrène trop d'esprits.

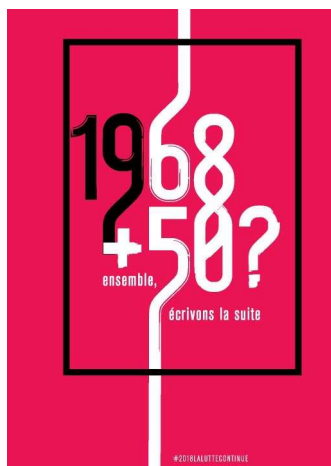
Pour conclure, Bernard propose que pour les 100 ans de l'O.I.T., en 2019, les syndicats du monde organisent une manifestation à Genève pour revendiquer l'application des « 3 piliers ».



25 %

C'est le pourcentage de grévistes le 19/04/18 à la CAF 73.

Notons aussi que les salarié(e)s de la CPAM 73 étaient en lutte pour des créations d'emplois, d'amélioration des conditions de travail. Notre Sécu est malade à cause des choix politiques. Les usagers trinquent. Les personnels aussi. Et luttent !



AU DEBUT DE MAI 68



Nous étions en présence d'une poussée sociale qui sortait de l'ordinaire. Alors que, comme manifestation de rue, le 1er mai était interdit depuis quatorze ans dans la capitale, la CGT, passant outre l'autorisation de défilé, lançait seule un appel à manifester: 100 000 manifestants à Paris! De très importantes manifestations ce 1er mai eurent lieu en province, répondant souvent à des appels unitaires CGT/CFDT/FEN, rejoints par l'UNEF.

Les étudiants sont alors plus d'un demi million en France. Leur nombre a doublé depuis la fin de la guerre d'Algérie, amphithéâtres et salles de travaux pratiques sont bondés. Ils sont confrontés aux débouchés de leurs études. Si en 1962, un étudiant sur deux est adhérent à l'UNEF, ce n'est plus du tout le cas en 1968. L'UNEF est en crise, son fonctionnement se cartellise.

A côté et au sein de l'UNEF, des "groupuscules" tiennent alors la cour de la Sorbonne et le haut du pavé du Quartier Latin. Le groupement anarchiste de Nanterre, dirigé par Daniel Cohn Bendit, a supplanté la direction de l'UNEF. De nouvelles "structures" voient le jour comme le "Mouvement du 22 mars à Nanterre", le "Mouvement du 25 avril à Toulouse, etc...

De nouveaux thèmes de contestation apparaissent: mixité dans les cités universitaires, critique des pratiques pédagogiques et du contenu des enseignements...

Dans les lycées également, les élèves s'organisent. Dès janvier 1968, des Comités d'Action Lycéens (CAL) sont créés. Ils nouent des relations avec l'UNEF, mais sont autonomes. Dès le 6 mai, ils se joignent à l'appel à la grève lancé par l'UNEF et le SNESUP. Le 10 mai, ce sont plusieurs milliers de jeunes du secondaire qui rejoignent la manifestation étudiante. Ils seront nombreux à participer ce soir-là à la "nuit des barricades".

Le contexte est également celui de l'anti-impérialisme, de l'idée autogestionnaire, la contestation de l'autorité,

des hiérarchies, des normes sociales étouffantes...L'époque est aux idéologies: trotskisme, maoïsme, tiers-mondisme, anarchisme libertaire, marxisme anti-stalinien...La jonction avec les luttes ouvrières est recherchée.

Ainsi, le malaise s'était installé partout, à l'entreprise, à l'université, au lycée. Quand l'université explosera, le pouvoir ne saura répondre que par la répression policière. Dès le 3 mai, le mouvement étudiant, parti de Nanterre, a gagné le Quartier Latin: 500 arrestations, brutalités policières. La CGT condamne ces brutalités et exige la libération des emprisonnés, appelle à la solidarité avec les étudiants, lycéens et enseignants.

Le 9 mai à 9 H, une délégation CGT et CFDT est reçue par l'UNEF en vue d'une action commune.

Le 10 mai, la CGT, la CFDT, la FEN, le SNESUP et l'UNEF décident d'organiser le 14 mai des manifestations communes dans toutes les grandes villes de France.

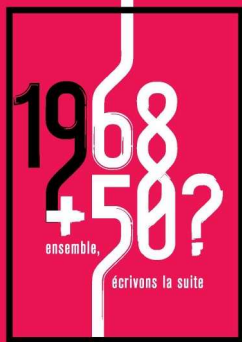
Le 10 mai c'est la 1ère "nuit des barricades" au Quartier Latin, avec 50000 étudiants et lycéens dans l'action, avec une répression policière féroce, d'une violence inouïe; les blessés se comptent par centaines, 500 arrestations.

Le 11 mai à 9 H, la CGT prend l'initiative de réunir à la Bourse du Travail la CFDT, la FEN, l'UNEF, le SNESUP. La CGT brusque les choses en proposant pour le 13 mai une grève générale de 24 H, avec appel à manifester dans toute la France. FO rejoindra le mouvement après.

Le 12 mai: tout le weekend des millions de tracts seront distribués de partout.

Le 13 mai: des manifestations historiques partout dans le pays, avec des grèves largement suivies et début d'occupations d'entreprises.

Patrick Le Gall



MAI 68 : les grandes grèves et occupations !

"Cette classe ouvrière, que certains disaient amorphe, "embourgeoisée", que sais-je encore, elle s'est dressée de toute sa stature. Il en est qui n'en sont pas encore revenus tant ils l'ont trouvée grandie: ils avaient crû à leurs propres balivernes" (Henri Krasucki).

Les revendications avancées, à l'usine comme à l'université, expriment une ardente volonté de progrès social, de s'attaquer à la misère, de vivre mieux, de vivre dignement. Vivre mieux signifie réduire ou éliminer l'odieuse toute puissance du capital.

Des revendications déjà anciennes, des aspirations nouvelles et le sentiment qu'il est possible d'obtenir aujourd'hui ce qui paraissait impossible.

Et brusquement, se retrouvent des millions de femmes et d'hommes pour agir "tous ensemble".

Le défi face au pouvoir gaulliste fut relevé: 800 000 manifestants à Paris le 13 mai; oui, dix ans de Gaullisme, ça suffit! 800 000 au cri de "solidarité"! En province également, des cortèges impressionnants: 70 000 à Marseille et Bordeaux, 50 000 à Toulouse, Lyon 35 000, Grenoble 30 000....

Ce 13 mai a assené au pouvoir des monopoles le coup le plus dur qu'il ait subi depuis son instauration, voici 10 ans. Il s'en trouve nettement affaibli.

Le 14 mai, les 2000 ouvriers de Sud Aviation votent la grève illimitée et décident l'occupation de l'usine. Les jours qui suivent verront une généralisation des appels à la grève dans tous les secteurs professionnels dans tout le pays; avec d'innombrables occupations d'usines.

La CGT prend ses responsabilités; dans un appel diffusé à 4 millions d'exemplaires "...agissez sans attendre, rassemblez-vous sur les lieux de travail, participez à la détermination des revendications et des modalités de l'action dans vos entreprises, vos branches d'industrie et vos régions".

Le 16 mai, les travailleurs de la Régie Renault décident la grève avec occupation des usines. Il n'y a pas eu de décision d'une grève illimitée. Tous les jours, il y avait meeting, tous les jours il y avait vote pour la poursuite ou non.

Partout en France, le même type de pratique: Assemblées Générales, débats, votes pour la reconduction de la grève et/ou occupation de l'usine.

18 mai, 10H 30, la CGT communique: "La grève se généralise"...."En présence d'une campagne orchestrée, visant manifestement à diviser étudiants et travailleurs, indissolublement solidaires dans la lutte engagée sur la base de leurs intérêts communs, le bureau de la CGT réaffirme la solidarité des travailleurs envers les étudiants et les enseignants...."

Au plus fort du mouvement on dénombrait 9 à 10 millions de grévistes dans tout le pays!

Ainsi, les travailleurs dirigent et dirigeront leur lutte eux-mêmes avec leurs organisations syndicales responsables.

Il en fut de même en Savoie (voir une liste des entreprises en grève dans le BUD du 29 janvier 18 page 9-10).

Puis vint l'heure des négociations (prochain BUD de mai).

Patrick Le Gall



26 AVRIL :

→ Comité Social et Economique (C.S.E.) (UL Moûtiers)

14 AU 18 MAI :

→ NIVEAU 1 en Tarentaise (UL)

15 ET 16 MAI :

→ Conduite de réunion (IES Grenoble et UD)

25 MAI :

→ Comité Social et Economique (C.S.E.)
(UL Albertville)

4 AU 8 JUIN :

→ NIVEAU 1 à Chambéry (UL)

19 JUIN :

→ « Informatique » (UD)

26, 27 ET 28 JUIN :

→ ECO/CE (1^{ère} partie) (UD)

11 ET 12 SEPTEMBRE :

→ ECO/CE (2^{ème} partie) (UD)

15 OCTOBRE :

→ Journée CARSAT « les troubles musculo-squelettiques (UD)

22 ET 23 OCTOBRE :

→ Protection sociale (UL Chy)

5 ET 6 NOVEMBRE :

→ Rédiger un tract (UL Chy)

12-13 ET 14 NOVEMBRE :

→ Journée AGEFIPH « handicap, inaptitude et maintien dans l'emploi » (UD/Comité Régional)

19 AU 23 NOVEMBRE :

→ NIVEAU 2 (1^{ère} partie) (UD)

26 AU 30 NOVEMBRE :

→ Niveau 1 (UL Chy)

3 AU 7 DECEMBRE :

→ NIVEAU 2 (2^{ème} partie) (UD)

ATTENTION

→ Stages reportés au 2^{ème} semestre 2018 :

25 MAI : « Evaluation des risques professionnels » (CARSAT)

21 ET 22 JUIN : « Maîtrise de la communication numérique-Règles et limites »



MAI

1^{er} : Fête des Travailleurs à Chambéry, Albertville (avec UL Moûtiers), à St Etienne de Cuines (avec UL Maurienne) et à Ugine. Voir page 3 détail des programmes en 73.

4 : CE de l'UD.

4 : Film « The Navigator » au cinéma l'Astrée à Chambéry 20h45.

14 : 11 h 30-Parrainage de l'USTM 73 chez « Mithieu Chambéry ».

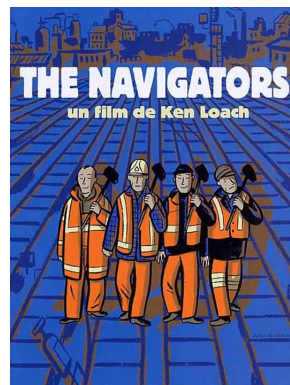
15 et 16 : C.C.N.

22: Grève et manifestation interprofessionnelles.

25: Sortie à Grenoble avec les retraités (Loisirs Solidarité

Retraités). Inscriptions avant le 05/05 au 06 43 36 15 01 ou 04 79 62 77 87 ou 06 83 25 01 54

**29 : Colloque « Mai 68 tous en lutte !
Mai 2018 Où en sommes-nous? »
Chambéry à la MJC. Réservez votre soirée !**



1^{er} MAI : Fête internationale des Travailleurs
En France, c'est en 1890 qu'elle est introduite
avec comme objectif la réduction de la
journée de travail à 8 h



Tous ensemble le 1^{er} Mai 2018 !



Le 1^{er} Mai est une journée de mobilisation, de lutte et d'expression revendicative pour les droits des travailleur-se-s, le progrès social, la paix, la démocratie et la solidarité internationale.

C'est aussi l'occasion de poursuivre la lutte engagée pour l'augmentation des salaires et pensions, la protection sociale, le service public et des garanties collectives de haut niveau.

Depuis plusieurs semaines, de nombreuses luttes sont menées sur l'ensemble du territoire.

Qu'il s'agisse :

- de la mobilisation unitaire des agents de la SNCF qui portent un projet alternatif pour un véritable service public ferroviaire, lequel répond aux exigences de développement du territoire et d'accès aux services publics et à l'emploi, à la préservation de l'environnement. Ce projet est en opposition à la libéralisation du secteur ferroviaire, portée par le gouvernement et dont les méfaits sont connus et reconnus dans de nombreux pays l'ayant mis en œuvre ;
- des actions unitaires des personnels des Ehpad ;
- des différentes luttes dans les établissements de santé, du secteur public comme du privé ;
- de la mobilisation des salarié-e-s de Carrefour contre le dépeçage du groupe, conséquence de choix stratégiques bornés à une rentabilité court-termiste ;

- du mouvement revendicatif engagé dans les trois versants de la fonction publique ;
- des revendications salariales portées par les 13 organisations syndicales d'Air France ;
- des retraité-e-s contre l'augmentation de la CSG et le gel des pensions ;
- des lycéen-ne-s et étudiant-e-s qui s'opposent à la réforme de l'université et notamment au dispositif « Parcours Sup ».

On recense également de nombreuses luttes sur l'ensemble du territoire et dans diverses professions, dont beaucoup sont victorieuses : transports urbains de Metz, agents territoriaux de Tours Métropole, SKF à Valdunes (59)...

Ces dernières démontrent que le « Tous ensemble » n'est pas qu'un slogan et que la lutte paie : l'alternative est possible.

Le gouvernement et le patronat ne peuvent continuer de faire la sourde oreille aux nombreuses revendications, contre les reculs sociaux imposés au nom de l'austérité et pour un autre partage des richesses.

C'est pourquoi la CGT appelle, dans l'unité la plus large, les salarié-e-s, les privé-e-s d'emploi, les retraité-e-s, les jeunes, les étudiant-e-s, les citoyen-ne-s à défilier le 1^{er} mai, dans l'une des nombreuses manifestations en territoire, pour porter leurs revendications dans un monde de progrès social.

Vous ne voulez pas en rester là ! Ensemble, dans le syndicat, nous serons plus forts.

Bulletin de contact et de syndicalisation

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Téléphone : _____ Courriel : _____

Âge : _____ Profession : _____

Entreprise (nom et adresse) : _____



Bulletin à renvoyer à La CGT, espace Vie syndicale, case 5-1, 263 rue de Paris - 93516 Montreuil Cedex,
téléphone : 01 55 82 81 94, fax : 01 48 51 51 80, courriel : orga@cgt.fr. **Vous pouvez aussi adhérer en ligne sur www.cgt.fr**

ORGANISATIONS SYNDICALES

**J'ai le pouvoir
de protéger
mon activité
syndicale.**



Ce qui est essentiel pour nous à la Macif, depuis plus de 30 ans, c'est de protéger l'activité syndicale de nos partenaires.

Être syndicaliste, aujourd'hui plus que jamais, c'est un engagement de tous les instants. C'est pourquoi, lorsque vous choisissez de défendre les intérêts des salariés, la Macif est à vos côtés pour soutenir et sécuriser votre action militante.

Contactez-nous : partenariat@macif.fr

**Assurances
Banque
Santé
Essentiel pour moi**



Les garanties et prestations sont accordées dans les conditions et limites des contrats souscrits.

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 2 et 4, rue de Pied-de-Fond 79000 Niort. Intermédiaire en opérations de Banque et en services de paiement pour le compte exclusif de Socram Banque. N° ORIAS 13005670 (www.orias.fr).